

LE P'TIT CAILLOU

EDITORIAL

DANS LA CHAUSSURE

n°1 - janvier 2008

Comme vous avez pu le constater sur les listes des prochaines élections professionnelles de l'ARS, un grand nombre d'élus sortant a décidé de ne pas présenter leur candidature à un nouveau mandat.

Le point de départ de cet état de fait tient à la vie de l'association. Depuis des mois, une partie des salariés se montre indifférent, voire hostile au travail collectif. D'autres mettent en doute le travail des représentants du personnel. C'est indéniablement leur droit. Mais ensuite, plutôt que de proposer d'autres choses plus à leur goût, le vide s'installe. Personne aux réunions des délégués du personnel. Personne aux réunions de préparation du Comité d'entreprise. Personne à l'assemblée générale sur la mutuelle de groupe. Le vide, quoi. Au fur et à mesure, cette situation a démotivé les élus CGT, pourtant formés et organisés. A cela s'ajoute l'indécrottable opposition du directeur général qui ne répond plus que de manière sibylline aux interrogations des élus du comité d'entreprise. Certes, il habite sa fonction de patron mais il oublie son statut de salarié. Les dossiers conséquents, portés par les syndiqués, ne peuvent aboutir que s'ils sont soutenus par les salariés. On ne délègue pas les bras de fer avec le patron à des élus ou à un syndicat. A chacun de s'impliquer. Le rapport de force doit se construire service par service, lutte après lutte. Une réelle protection des salariés agressés, une mutuelle de groupe obligatoire, une amélioration de la qualité et des conditions de travail ainsi qu'une augmentation de salaire ne s'acquièrent pas en restant isolés, chacun dans son bureau, le nez dans son quotidien.

Des « otages » selon TF1

Dans le même temps, la volonté des responsables nationaux de la CGT qui réforment le syndicat de manière plus visible depuis l'élection de l'actuel secrétaire confé-

Démarche collective initiée par **Philippe Blouet** (secrétaire du Comité d'entreprise sortant - Au 32 d'la rue), **Jean-Luc Chapelier** (trésorier du Comité d'entreprise sortant et délégué du personnel sortant - PAU & Au 32 d'la rue), **Jean-François Didot** (membre du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail sortant - RAUL Lunéville), **Emilie Malglaive** (ex-déléguée syndicale et déléguée du personnel sortant - ARS Pierre Vivier) et **Stéphane Petit** (secrétaire du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail sortant - PAU).

N'hésitez pas à prendre contact avec nous afin d'échanger sur cette situation inédite. Le travail continue. A bientôt donc.

déral a instillé le doute dans la tête

de responsables et d'élus de la CGT-ARS. Ces changements, ouvertement soutenus par l'Union départementale CGT de Meurthe-et-Moselle, ont pour objectif de rendre plus responsable le syndicat vis-à-vis des gouvernements, mais aussi dernièrement vis-à-vis des usagers des transports en commun (des « otages » selon TF1). A

l'heure où la société civile (syndicats, partis politiques, associations, etc.) devrait être la plus solidaire et la plus en opposition face à cette politique ultra-libérale, la direction de la CGT a choisi de composer et de négocier les défaites. Elle est devenue complice de la perte des acquis sociaux du début du XX^{ème} siècle et du Conseil national de la résistance (mouvements de résistance unifiés qui, au sortir de la seconde guerre mondiale, ont mis en place nos principaux acquis, dont la sécurité sociale et la retraite pour tous et solidaire). Pour nous, il n'était plus aisé de manifester sous les trois lettres de la CGT.

La chasse aux dissidents

Enfin, un conflit latent avec un membre local de la fédération CGT santé-action sociale, usant de pratiques archaïques et anti-démocratiques jusqu'au sein de notre syndicat, ainsi qu'au torpillage de militants, a eu raison de la bonne volonté des responsables du syndicat CGT-ARS. Il aurait fallu, le petit doigt sur la couture, être uniquement dans la ligne définie par le congrès.

La chasse aux dissidents était donc ouverte. Avant d'en être la cible, les personnes visées ont ostensiblement claqué la porte de la CGT. Suivis, même si cela s'est fait plus discrètement, par deux tiers des syndiqués. A des degrés différents, ces démissionnaires ont dénoncé la volonté de réformisme de la CGT et les pratiques inacceptables de ce "camarade".

Malgré tout cela, une poignée de militants a décidé de rester organisée, sous une forme pour le moment indéterminée, et de continuer à faire vivre un groupe de travail et de réflexion sur la vie de l'association. Ce travail ne se fait que sur le temps personnel de ces salarié-es et en dehors des établissements de l'ARS. C'est pourquoi, sans étiquette syndicale, nous distribuons ce mini-journal à l'entrée de vos structures.

L'objectif est de continuer à mobiliser autour des valeurs qui sont les nôtres et à défendre le droit des salarié-es.

EN 2008
FAIS CE QU'IL TE PLAIT!



Non les braves gens n'aiment pas que... l'on suive une autre route qu'eux !

(Georges Brassens)

Toute la politique actuelle du gouvernement, c'est pouvoir d'achat, consommation et profit. L'homme asservi aux profits et non l'économie aux besoins de l'homme. « *Je possède et je consomme donc j'existe* ». Pas de salut, si tu n'as pas ton caddy débordant de produits inutiles. Et nous serions censés atteindre le nirvana (de la bêtise humaine) grâce à la compétition et l'individualisme. Que les meilleurs gagnent ! Et malheur aux autres ! Nos enfants apprécieront ce choix collectif et ses conséquences irréversibles pour la planète (n'oubliez pas de prendre des photos, cela leur permettra de voir à quoi ressemblait une forêt).

Tous les spécialistes sont unanimes : les modifications climatiques ont bien commencé et vont avoir des conséquences irréversibles, modifiant profondément notre planète. Le "Grenelle de l'environnement" avait pour objectif d'apporter des réponses à ce problème.



Mais attention, on ne touche pas au nucléaire et encore moins à la croissance. Les médias, la publicité, les discours politiques (UMP et PS) entretiennent ce système n'hésitant pas à utiliser le mensonge et la démagogie (par exemple : « *On ne peut plus faire autrement...* »).

Consommer du jetable...

Nous pensons que la société peut s'organiser sur d'autres principes que la compétition. Comme une société basée sur la coopération entre les Hommes, l'esprit solidaire, une réelle pratique démocratique (de type participative), sans chèque en blanc signé à chaque élection, qui désigne des représentants qui n'ont aucun compte à rendre à l'électorat durant leur mandat.

Nous avons conscience que la richesse d'un pays provient exclusivement du travail. Or, cette richesse est

d'une part de plus en plus inégalement partagée (cf. encadré ci-contre) et d'autre part, le pouvoir de décision sur cette répartition nous (les travailleurs) échappe totalement. Quant à la part qu'ils nous laissent, nous sommes conditionnés pour consommer

Elections plombées

Au vu des listes de candidats affichées, nous restons perplexes face à l'absence d'enjeu de ces élections et laissons aux salariés le choix d'y participer ou non en fonction de leurs humeurs. Suspens...

du jetable et ainsi réinjecter notre argent dans leur machine à profits. Qui aujourd'hui a conscience des conséquences de ses achats au super-super-supermarché (salariés sous-payés, producteurs exploités et profits maximum pour ceux qui ne travaillent pas) ? Alors qu'en achetant aux commerçants du coin, qui eux se fournissent chez des producteurs locaux et connus, le "consommateur" fait vivre une économie citoyenne. Il s'agit de tisser des liens entre les gens sur un territoire donné (chez nous quoi !), pour vivre ensemble de manière solidaire.

Sans pouvoir décisionnel

Comment déclinier cette philosophie au sein de notre association ? La place des salariés au sein du conseil de surveillance (ex-conseil d'administration) est un strapontin, c'est-à-dire un siège sans droit de vote, où la parole n'est possible qu'avec l'autorisation du président. Ainsi, un seul salarié représente deux cents personnes (l'ensemble des salariés), sans droit de vote ni droit d'expression libre. Quel exemple de démocratie Monsieur le président de l'ARS (pourant élu UMP).

Le conseil de surveillance a décidé de mettre en place des groupes de travail, sur des thèmes précis (projet associatif, santé, logement, etc.), où sont conviés les salariés intéressés, bien sûr sans aucun pouvoir décisionnel. Si leur ami De Gaulle disait « *Les Français sont des veaux* », nos administrateurs savent garder la ligne.

Dans ce contexte où nos droits élémentaires de citoyens sont inexistants, nous affirmons que :

**seule l'union des salarié-es pourra
contre-balancer ces excès de pouvoir !**

Y'a du fric à leur prendre !

Voici, selon l'extrait d'un article du *Monde diplomatique* (janvier 2008) et sur la base de sources indiscutables, l'état du partage des richesses, entre profits et salaires, en France :

« *La part des profits est inhabituellement élevée à présent et la part des salaires inhabituellement basse. En fait, l'amplitude de cette évolution et l'éventail des pays concernés n'ont pas de précédent dans les quarante cinq dernières années.* » D'où sont tirées ces lignes ? D'un texte de la CGT ? Nullement : elles viennent d'un article de la banque des règlements internationaux, une institution qui réunit chaque mois, à Bâle (Suisse), les banquiers centraux afin de « coordonner les politiques monétaires » et « d'édicter des règles prudentielles ». Ce n'est pas vraiment un repaire de marxistes ; pourtant leur exposé sur cette « marge de profit d'une importance sans précédent » se poursuit sur vingt trois pages. (...) Donc il y a en gros 120 à 170 milliards d'Euros qui ont ripé du travail vers le capital, calcule Jacky Fayolle, ancien directeur de l'institut économique et social. Soit, même avec des estimations basses, plus d'une dizaine de fois le déficit de la sécurité sociale (12 milliards). Ce trou est amplement médiatisé, tandis qu'on évoque moins souvent celui, combien plus profond, creusé par les actionnaires dans la poche des salariés. »